

Projet de décision du Conseil général concernant
les Accords proposés entre l'OMC et
le FMI et la Banque mondiale

En relation avec le point 7 de l'ordre du jour de la réunion du Conseil général du 7 novembre 1996 (aérogramme 473), vous trouverez ci-joint le texte d'un projet de décision du Conseil général (et deux addenda) concernant les Accords proposés entre l'OMC et le FMI et la Banque mondiale.

A la lumière des consultations informelles tenues par le Président du Conseil général, il apparaît que ce texte fait l'objet d'un consensus entre les Membres.

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/GC/W/42

4 novembre 1996

(96-4624)

ACCORDS ENTRE L'OMC ET LE FMI ET LA BANQUE MONDIALE

Projet de décision

Rappelant qu'il existe des liens croissants entre les différents aspects de l'élaboration des politiques économiques qui relèvent des mandats respectifs de l'Organisation mondiale du commerce ("OMC"), du Fonds monétaire international ("FMI") et de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement ("Banque mondiale"), que l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce demande une plus grande cohérence dans l'élaboration des politiques économiques et que les Ministres ont invité le Directeur général de l'OMC à examiner, avec le Directeur général du Fonds monétaire international et le Président de la Banque mondiale, les implications des compétences de l'OMC pour la coopération de celle-ci avec les institutions de Bretton Woods, ainsi que les formes que cette coopération pourrait revêtir, en vue d'arriver à une plus grande cohérence dans l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial,

Reconnaissant qu'il existe depuis plusieurs décennies une relation étroite de collaboration entre les PARTIES CONTRACTANTES à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce et le FMI et la Banque mondiale, qu'il importe de poursuivre et de renforcer ces relations et que le mandat de négociation est défini dans la Décision du Conseil général sur les relations entre l'OMC et le FMI et la Banque mondiale (document WT/GC/M/5),

Prenant note de la déclaration du Directeur général sur les consultations et la cohérence (WT/GC/W/42/Add.1) et des incidences budgétaires des Accords (WT/GC/W/42/Add.2),

Le Conseil général *décide* ce qui suit:

1. L'Accord proposé entre le Fonds monétaire international et l'Organisation mondiale du commerce ("Accord avec le FMI") qui figure à l'annexe I du document WT/GC/W/43 et l'Accord proposé entre la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et l'Organisation mondiale du commerce ("Accord avec la Banque mondiale") qui figure à l'annexe II du document WT/GC/W/43 (collectivement les "Accords") sont approuvés. Le Directeur général est autorisé à signer ces Accords au nom de l'Organisation mondiale du commerce et à les mettre en oeuvre conformément aux dispositions de la présente décision et de toutes décisions ultérieures qui pourraient être prises par le Conseil général.

2. Le Directeur général informera les Membres et les consultera régulièrement au sujet des questions relatives à la mise en oeuvre des Accords. A cet effet, le Directeur général, entre autres choses, tiendra des consultations avec les Membres sous les auspices du Président du Conseil général, selon qu'il sera approprié mais au moins deux fois par an. Ces consultations comprendront des rapports sur les consultations relatives à la cohérence entre le Directeur général et le Directeur général du FMI et le Président de la Banque mondiale, le statut d'observateur de l'OMC auprès des organes du FMI et de la Banque mondiale, le statut d'observateur éventuel du FMI ou de la Banque mondiale auprès de l'Organe de règlement des différends (ORD), toutes communications écrites entre les organisations conformément aux Accords, tous projets communs en matière de recherche ou de coopération technique entrepris conformément aux Accords, et la portée générale des contacts avec le FMI conformément

au paragraphe 10 de l' Accord avec le FMI, et avec la Banque mondiale conformément au paragraphe 8 de l' Accord avec la Banque mondiale.

3. Le Directeur général est invité à faire fond sur les Accords qui ont été conclus et donc à poursuivre les consultations sur la cohérence prévues au paragraphe 2 de chaque Accord, en vue de se conformer à la disposition établie à l' article III:5 de l' Accord de Marrakech instituant l' Organisation mondiale du commerce et au mandat contenu dans la Déclaration sur la contribution de l' Organisation mondiale du commerce à une plus grande cohérence dans l' élaboration des politiques économiques au niveau mondial. Toutes conclusions résultant de ces consultations seront soumises au Conseil général pour approbation.

4. En ce qui concerne la mise en oeuvre et l' interprétation de ces Accords, il est décidé que:

- a) Les procédures régissant l' octroi au FMI du statut d' observateur auprès de l' ORD conformément au paragraphe 6 de l' Accord avec le FMI seront mises en oeuvre comme suit: le Directeur général transmettra l' invitation de l' ORD au FMI d' envoyer un membre de ses services en qualité d' observateur aux réunions de l' ORD lorsque des questions entrant dans la sphère de compétence du FMI doivent être examinées. Pour les autres réunions de l' ORD, le Directeur général pourra proposer au Président de l' ORD qu' un membre des services du FMI soit admis en qualité d' observateur à une réunion déterminée de l' ORD ou pour des points déterminés de l' ordre du jour proposés pour une réunion de l' ORD.

Pour les réunions des autres organes de l' OMC pour lesquels la participation n' est pas expressément prévue ou exclue dans les Accords ou dans l' alinéa ci-dessus, le Directeur général pourra proposer au Président d' un organe de l' OMC qu' un membre des services du FMI soit admis en qualité d' observateur à une réunion lorsque des questions déterminées d' intérêt commun pour l' OMC et le FMI seront examinées; de même, le Directeur général pourra proposer au Président d' un organe de l' OMC qu' un membre des services de la Banque mondiale soit admis en qualité d' observateur à une réunion lorsque des questions déterminées d' intérêt commun pour l' OMC et la Banque mondiale seront examinées.

- b) Compte tenu des articles III:5 et V:1 de l' Accord de Marrakech instituant l' Organisation mondiale du commerce, de l' article XV de l' Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (et, en particulier, de l' article XV:2) et des articles XI et XII de l' Accord général sur le commerce des services, le Conseil général considère approprié que, chaque fois que le FMI souhaitera communiquer ses vues à un groupe spécial sur la question de savoir si une mesure en matière de change relevant de sa sphère de compétence est compatible avec les Statuts du FMI, il les communique en adressant au Président de l' ORD une lettre contenant ces vues. Le Président de l' ORD informera le président du groupe spécial de l' existence de cette communication qui, à moins que le groupe spécial n' en décide autrement, restera confidentielle, réservée au Groupe spécial et aux parties au différend.

Aucune disposition de la présente décision ni des Accords n' affectera les droits et obligations des Membres découlant du Mémoire d' accord sur le règlement des différends, y compris ceux qui sont prévus à l' article 13 dudit Mémoire d' accord.

- c) Dans les Accords, chaque fois qu'il est fait référence à l'*OMC*, au *Fonds* ou à la *Banque mondiale* en tant que tels (et non explicitement au *Secrétariat* de l'*OMC*, aux *services* du Fonds ou aux *services* de la Banque mondiale), ou à l'*institution* ou l'*organisation*, il faut entendre les organes de prise de décisions de l'*OMC*, du FMI et de la Banque mondiale, respectivement.
- d) En ce qui concerne les travaux des groupes spéciaux chargés du règlement des différends, la documentation à fournir au FMI et à la Banque mondiale ne comprend pas les documents communiqués ou élaborés au cours des travaux des groupes spéciaux, mais uniquement les rapports finals des groupes spéciaux à l'ORD.
- e) Les compétences et pratiques établies en matière budgétaire seront maintenues. Conformément à ces compétences et pratiques, le Secrétariat tiendra le Comité du budget, des finances et de l'administration dûment informé des conséquences budgétaires des Accords.

5. Le Conseil général réaffirme l'importance de la Décision ministérielle de Marrakech sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires. A son avis, la coopération améliorée entre l'OMC et le FMI et la Banque mondiale prévue dans ces Accords devrait accroître les possibilités pour les gouvernements de traiter efficacement les questions visées dans ladite décision.